

Vers une nouvelle croissance ⁽¹⁾

par Serge ANTOINE

Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes, M. Serge Antoine est, depuis 1970, Secrétaire Général du Haut Comité de l'Environnement.

Il s'intéresse depuis de nombreuses années à la réflexion prospective et a préparé la mise en place du projet « SESAME » à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale. Actuellement, il participe à un exercice de réflexion sur la politique à long terme de la forêt française (groupe « De Jouvenel ») et aux travaux du « Plan Bleu » sur l'avenir de la Méditerranée et des 17 pays riverains dont il est l'un des initiateurs. Il est membre du Conseil de l'association internationale des « Furturibles » et vient d'être élu Vice-Président de la Fédération Mondiale des Etudes sur le Futur. Il est Président de la Fondation CN Ledoux d'Arc et Senans pour les Réflexions sur le futur et est directeur de la Revue « 2000 ».

Il a, avec M. Claude Gruson, travaillé à un rapport sur l'antigaspiillage et sur de nouvelles orientations d'une économie plus attentive à l'écologie et à la ressource. C'est de ses travaux qu'ont été dégagées les premières réflexions sur la nouvelle croissance.

Il est courant depuis quelques années, dans les pays occidentaux touchés par la hausse des prix du pétrole, puis par une sorte de crise de croissance, de parler de « nouvelle croissance ». Les pays en développement, de leur côté, qui refusent les modèles importés des pays du Nord commencent, eux aussi, à utiliser ce vocabulaire. Enfin, l'irruption du fait écologique et de la référence à la ressource va également dans le sens d'un « management écologique » de l'économie et apporte une composante assez décisive à cette revendication de « nouvelle croissance ».

Les lignes qui suivent visent à faire le point sur ce que l'on entend par là sans a priori écologique et sans souci normatif. J'analyserai seulement ce qui me paraît être nouveau dans la vie économique actuelle et je constaterai que les données nouvelles que l'on commence à y déceler, permettent d'augurer, à terme, de nouveaux rapports entre économie et écologie.

1. C'EST UN DEVELOPPEMENT QUI REMET L'OBJET A SA PLACE.

Les sociétés développées ont été conduites, pendant plus d'un siècle à donner beaucoup d'emphasis aux phénomènes de production d'objets et, cela, jusqu'à ignorer les encombrements ou les nuisances qui en résultent.

L'objet n'est pas la réponse à la fonction ; par exemple, la voiture individuelle ne s'identifie pas au transport et, inversement, quand on la critique on sous-estime sa mission de liberté individuelle de mouvement. Désormais l'on commencera à dégager un peu mieux les fonctions, les besoins, les aspirations essentielles et à y répondre.

D'ailleurs, la croissance a-t-elle, dans les sociétés développées, la même nature qu'il y a encore vingt ans ? Certes, une fraction importante des habitants de nos sociétés dites « développées », ne bénéficie pas encore des biens dégagés ces dernières décennies par la croissance. Mais, cette fraction se réduit, heureusement avec le temps et le taux

2. C'EST UNE ECONOMIE QUI MET EN AVANT DES FINALITES SOCIALES.

Des économies commencent à naître en relais sur le consumérisme : les aspirations à la qualité de vie, le souci d'une finalité de la croissance montrent à l'évidence, qu'au jeu de l'environnement (comme à celui de la prospective d'ailleurs) la société s'oblige à replacer devant elle ses objectifs. Et à les lire.

L'ajustement de l'économie politique classique n'est plus alors un exercice suffisant du tout ; il n'est pas inutile mais

Je n'évoquerai donc pas la « nouvelle croissance » telle que je la souhaite mais telle que je la constate. Je n'évoquerai pas non plus cette nouvelle croissance telle qu'elle existe car elle est encore à peine née, mais je relèverai les germes déjà intéressants pour demain.

Pour ma part, cette nouvelle croissance qui s'ébauche, au départ, cinq caractéristiques :

1. c'est un développement qui remet l'objet à sa place,
2. c'est une économie qui met en avant des finalités sociales,
3. c'est une économie qui remet en valeur l'identité géographique et l'identité culturelle,
4. c'est une économie où la stratégie de la ressource est au centre des débats,
5. c'est une économie où l'épaisseur de durée est réintroduite.

de saturation de la population déjà équipée, croît avec les années. Bien sûr la production de biens restera essentielle.

Mais déjà, on suppose que les moteurs du développement qui ont été et restent encore liés à ces biens, ne le seront plus dans un avenir proche ; un basculement progressif vers d'autres types de biens se produira. On le voit déjà avec ce qu'il est convenu d'appeler « le secteur tertiaire » productif de biens non traumatisants pour l'environnement : on le voit plus encore dans le secteur secondaire traditionnel dont les productions s'orientent vers des produits de qualité durables et réparables. La fonction chasse l'objet.

On peut penser que sera revue la part que nos sociétés consacrent à l'entretien, part qui a été éclipsée par tout le phénomène de production. La place de l'entretien a été amoindrie par une société pressée.

il ne suffit plus, par exemple, de quantifier le qualitatif et de le faire entrer dans les calculs « coûts-avantages » ; la comptabilisation des biens naturels — l'eau ou l'air, par exemple — pour simplement les faire entrer dans la vie

(1) Texte produit à partir de la conférence faite par M. Serge Antoine, à l'ouverture des Entretiens écologiques de Dijon (avril 1977).

économique et dans le commerce en les faisant payer d'un prix plus juste alors qu'ils étaient jusqu'alors prélevés sans compter, ne comporte-t-elle pas d'ailleurs des dangers, ce que des hommes comme Claude Gruson ont souvent rappelé dans notre pays. L'évaluation économique de l'environnement débouche sur un nouvel art de préparation de la décision ; celui d'une sorte d'« écologie politique » conçue, non pas à part, dans un domaine de fleurs, de sites ou de déchets, mais convenablement intégrée dans l'ensemble des besoins et des aspirations de société. Il ne suffit plus de « mettre des fleurs dans les tableaux de Léontieff ».

La notion de « qualité de vie », comme toute la sémantique de ce type, est d'ailleurs née de la société, comme un moyen pour elle d'exprimer son appétit de « nouvelle croissance ». Nos sociétés secrètent des mots pour lutter contre les contraintes de plus en plus « désappropriées » de la vie individuelle ou collective.

La notion de qualité de vie traduit une répulsion subconsciente à la tendance mécaniste d'un progrès linéaire. Le rejet d'une croissance pipée par le PNB (Produit National Brut) définie comme une somme de biens. Elle est une aspiration que certains ont qualifiée de romantique mais qui est, surtout, dans « l'économie des profondeurs », un élément de vitalité des sociétés ; de sociétés qui sont à la recherche de quelque chose qui n'est pas trop défini. Faut-il définir d'ailleurs trop vite cet indéfinissable ? Nous pensons qu'il est utile d'analyser l'aspiration, mais sans la bloquer ou la cadastrer. Je sais gré à M. Robert Poujade

3. C'EST UNE ECONOMIE QUI REMET EN VALEUR L'IDENTITE GEOGRAPHIQUE ET L'IDENTITE CULTURELLE.

Le qualitatif doit être l'affirmation d'une volonté culturelle, délibérément mieux **située** (j'insiste sur ce mot : située) dans le contexte de la géographie d'un pays. Elle ne peut pas être stéréotypée ; en tout cas, la revendication à la qualité de la vie, telle qu'on l'entend au plan international, ne s'incarnera valablement que si elle est assumée très profondément par les différents pays, et, ce, au cœur d'eux-mêmes et de leurs régions. D'ailleurs, c'est une des caractéristiques, à l'heure actuelle, les plus intéressantes de la sociologie (et de la sociologie politique en particulier) des pays développés et des pays en voie de développement, que cette aspiration à la qualité de la vie se traduise comme une expression d'identité et d'existence, d'affirmation d'être, d'affirmation de destin librement choisi par opposition aux tendances mécanistes, à la généralisation des modèles importés, voire d'un modèle extrapolable à travers le monde entier. Cette aspiration à la qualité de la vie donc doit être assumée par chacun et être très profondément personnalisée.

Une grande part du malaise, une grande part de la crise de l'environnement, vient de ce que l'homme a été « désitué », déraciné par rapport au contexte dans lequel il vit et par rapport aux relations qui sont les siennes avec le milieu.

4. C'EST UNE ECONOMIE OU LA STRATEGIE DE LA RESSOURCE SERA AU CENTRE DES DEBATS.

Cette notion de ressource est apparue, dès avant-guerre, pour tous ceux qui s'intéressaient à la géographie et surtout au sous-sol. « Ressources for the future » a, il y a plus de 30 ans, analysé systématiquement certaines limites que le rapport Meadows, dans les années 70 ; aux Etats-Unis, les travaux de l'Académie des Sciences, ceux du Comité pour les ressources minérales et l'environnement ont insisté, sinon sur les limites absolues de ressources, du moins sur leur renchérissement et sur les conditions, de plus en plus difficiles, de leur accès : cuivre, amiante, hélium, mercure, étain, sont en première ligne.

Au-delà de limite physique et au-delà du renchérissement, cette raréfaction fait apparaître la ressource, comme une sorte de miroir dans lequel nos économies devront se regarder ou se confronter beaucoup plus que les précédentes.

Faut-il d'ailleurs, dans ce constat, se borner aux ressources minérales ou énergétiques ? L'espace territorial, par exemple, est une ressource rare — la seule, à rigoureusement parler, qui nous a été donnée une fois pour toutes.

Je n'insiste pas sur toutes les conséquences que l'on peut en tirer au plan de l'aménagement du territoire ou de la

d'avoir dit dans son livre sur le « Ministère de l'impossible » qu'il ne faut pas cadastrer prématurément ou bloquer cette expression par la définition même de mots qui doivent rester largement ouverts. Ceci est vrai pour l'environnement ; ceci est vrai pour la qualité de la vie.

La qualité de la vie n'a pas à être définie d'un seul coup ; elle ne peut l'être que chemin faisant, « en marchant ». Les analyses sociétales peuvent aider à prendre le pouls. Mais, au delà des sondages, plus ou moins superficiels, on devrait promouvoir plus d'expérimentations en vraie grandeur. Faire naître une société plus expérimentale, c'est ainsi qu'on aura peu à peu, des éléments vécus de qualité de vie.

Il est évident, en tout cas, que l'analyse ne doit pas être fixiste. Il ne faut pas croire à la stabilité du cadre de vie. Il est essentiellement évolution, conscience du devenir. Il ne faut pas faire croire à la stabilité de la qualité de la vie ; elle est évolution, conscience du devenir et, cela, aussi bien en termes de vie individuelle qu'en termes de vie collective (les deux étant importants). Les Pouvoirs Publics tout en restant en retrait sur les choix individuels peuvent, en tout cas, beaucoup pour favoriser la qualité de la vie collective.

Ceci confirme que nous devons faire appel à l'innovation sociale et à l'expérimentation, au droit à l'expérimentation de la part de la société et des groupes qui cherchent à innover, de façon tâtonnante bien souvent, dans cette ouverture sur le lendemain. Il faudrait, en vraie grandeur, essayer le costume avant de le porter.

Louis Armand qui m'a beaucoup appris, il y a quelques années, en faisant cette liaison entre prospective et environnement, insistait beaucoup sur cette nécessité, pour la société, de réapprendre « les règles de la grammaire entre l'homme et son milieu vécu », l'un des problèmes que nous avons aujourd'hui c'est précisément de ne plus avoir un milieu vécu que nous puissions concevoir, percevoir et dans lequel nous nous mouvions avec une intelligence de son être et de son évolution.

La prise en considération de l'environnement aide à reprendre en compte la diversité des situations géographiques et à resituer les problématiques et les politiques dans leur contexte géographique. Ainsi, malgré les faiseurs de stéréotypes mondiaux qui ont la vie dure, on s'est aperçu, à Bucarest, par exemple, en 1974, que la croissance démographique n'a aucune raison d'être uniforme sur l'ensemble d'un continent ou d'un pays et qu'il n'est pas un déshonneur, pour certaines régions ou pour certaines communes, d'avoir une population stable et même décroissante. Il faut, au siècle des médias généralisateurs, réapprendre la diversité. Les stratégies doivent être très intimement situées dans leur contexte géographique, économique et social.

réintroduction de la vie ou du recyclage dans des économies qui, jusqu'à présent, ne se sont pas soucies des discontinuités qu'elle générerait.

Ménagement des ressources, aménagement du territoire, développement de l'antigaspillage, gestion contrôlée des ressources et, en particulier, de celles qui ne sont pas renouvelables, essor des techniques de recyclage et, cela, pas seulement en aval de la production, telles sont les directions de la « nouvelle croissance » déjà engagées, en tout cas au niveau des consciences où apparaissent de réels changements de comportements.

Le pari d'une nouvelle croissance réussie passe par le respect de l'environnement et la gestion du patrimoine « en bon père de famille ». Il débouche sur la mise en place de techniques de production écologiquement viables et sur la volonté de saisir toutes les opportunités que donne l'aménagement de l'espace pour minimiser les retombées négatives des différentes activités humaines de l'environnement. C'est ce qu'avec Ignacy Sachs nous avons, il y a quelque 3 ans, baptisé « écodéveloppement ».



Stage 2 H — Sologne. photo D. YON



photo D. YON

5. C'EST UNE ECONOMIE OU L'EPAISSEUR DE DUREE EST REINTRODUITE.

La pensée économique, le calcul économique (j'ajouterais la vie politique), ont toujours eu du mal à intégrer le facteur temps, la durée longue. Elles ont laissé s'atrophier cette branche, par manque d'exercice, plus qu'a priori, bien entendu. Et c'est ainsi que l'on constate, à regret, que les exercices les plus en contact avec la préparation de la décision, comme la rationalisation des choix et même les modèles, laissent délibérément de côté le paramètre encombrant du long et du très long terme avec ses ruptures et ses changements lourds. L'économie politique classique est trop attachée à la marge, à l'éphémère, au compte d'exploitation. Ne s'est-elle pas, elle aussi, laissée prendre par l'accélération d'une société éphémère ?

L'analyse économique repose sur le concept de l'actualisation, qui permet de ramener, par le jeu des intérêts composés, les choix à faire à différentes périodes de l'avenir, au même moment du présent. L'on a pas suffisamment dit à quel point cette méthode est contestable, en particulier pour les décisions qui risquent de porter atteinte à des ressources non renouvelables. Nos sociétés qui ont beaucoup, avant même de bâtir les systèmes actuels, médité sur la comptabilité vont devoir, avant de remettre de nouveaux systèmes en place, réapprendre de nouvelles comptabilités. Il leur faudra mettre sur pied des exercices plus ouverts comprenant des choix sociétaux et des choix techniques.

Et je ne dis pas ceci en l'air en ce moment, des exercices se font sous nos yeux. L'un d'entre eux se déroule sur la forêt, le gouvernement français ayant demandé à M. Bertrand de Jouvenel d'aider les forestiers et tous ceux qui ont besoin de la forêt ou qui l'aiment, à envisager une stratégie, au moins centenaire, pour ce milieu : forêt de production, forêt milieu physique et écologique, forêt d'aménités.

Or, si le geste du forestier qui est normalement de regarder, de faire, d'agir en fonction du très long terme, cet exercice de stratégie sur le long terme que nous essayons de faire avec les forestiers n'est pas une chose commode. Nous avons à réapprendre une toute nouvelle stratégie des choix et à réinventer une stratégie d'un long terme non linéaire et qui contient beaucoup d'inconnues, beaucoup de discontinuités.

Nos sociétés ne peuvent plus raisonner, comme nous l'avons appris, « res sic stantibus ». Des paramètres se modifient très rapidement, celui des « styles de vie » par exemple. Il nous faut réapprendre à introduire dans les calculs (ou dans les raisonnements, quand on ne peut quantifier ou qu'on ne le doit pas) une échelle cinétique des valeurs. Depuis un siècle, les seuls calculs réellement pratiqués sur séries longues étaient ceux de la dépréciation de la monnaie.

LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE NOUVELLE CROISSANCE

Ainsi, se dessinent, peu à peu, les contours de la « nouvelle croissance ». Mais, le temps va vite et l'on s'impatiente déjà de la voir mise en œuvre. Ce qui n'est pas si simple car si les chantres de la « nouvelle croissance » commencent à être foule, ses mécaniciens manquent.

Il n'est pas question ici de nous étendre sur cette mécanique. Mais nous insistons rapidement sur quelques-unes des conditions que requièrent une mise en œuvre de la « nouvelle croissance ».

1. La première condition est celle d'une **opération vérité des prix**. Il paraît utile, à partir du moment où l'on veut internaliser des coûts externes, de déterminer, avec netteté et fermeté, un système de prix où soient nettement fixés :

- les imputations,
- les niveaux de réinternalisation,
- et éventuellement, les prélèvements destinés à être affectés à l'amélioration du cadre de vie.

Il est souhaitable d'expliquer clairement que l'amélioration du cadre de vie implique un effort individuel et collectif et qu'il est rarement gratuit. Pour les pollutions importantes, il est possible d'envisager ou de développer (comme pour

L'écologie rajoute une dimension longue, massive : celle de l'altération lente ou des mutations observées dans les masses et les milieux écologiques. La teneur en gaz carbonique de l'atmosphère terrestre croît chaque année ; la disparition du milieu vivant de la Baltique presque fermée ou la survie de la Méditerranée est en jeu ; qui peut rester indifférent à la mort d'un milieu de vie ?

L'irruption de ces phénomènes écologiques nous réapprendra à mettre l'écologie à l'écoute de la vie biologique, en phase avec ses rythmes, ses lenteurs, ses accélérations, ses constances.

Cette réintégration de la durée interdira désormais le recours à des raisonnements de coûts-avantages.

Les préventions à l'égard de la « non rentabilité », des technologies nouvelles ont-elles un sens si on ne remplace pas cette comptabilité dans un avenir qui arrive finalement plus vite qu'on ne pense ?

Nous entendons souvent les juges de l'immédiat calculer de manière statique les audaces de certains ; ainsi l'énergie solaire en France fait encore trop sourire certains.

Or l'économie se fait en marchant.

Ce faisant, les modèles globaux sont totalement insuffisants car ils sont fermés sur la réintroduction de l'inattendu, la prise en compte de l'accident, du changement sérieux. Il est plus commode effectivement, pour la planification, de ne pas planifier l'inattendu et de planifier le continu. Entre un exercice faux mais simple ou un exercice vrai, même s'il est plus difficile, il faut choisir le second.

La protection de l'environnement, la prise en compte de la qualité de la vie écologique contraignent nos sociétés à une très grande ambition. Il faut viser à un « management » patrimonial qui, en particulier, s'attache, dans une perspective du demi-siècle ou du siècle, à rechercher une meilleure rationalité de l'obsolescence, une meilleure gestion des ressources et, en particulier, de celles qui ne sont pas renouvelables ou dont la raréfaction est grande.

Cette réintroduction de la durée et ce réapprentissage du long terme vont remettre en valeur bien des notions économiques laissées en friche : les comptes en capital, les comptes énergie, les comptes matières, instruments de pilotage pourtant essentiels pour demain.

L'avenir des 30 prochaines années et, sans doute au-delà, ne sera plus, pour le raisonnement économique ou politique, celui de l'ajustement à l'instant ou à la marge, production-consommation, mais celui de l'économie de la ressource, de l'attention au patrimoine, à l'espacement et aux choix culturels.

(l'eau en France) le système d'agences financées grâce à un système de redevances fondées sur le système « pollueur-payeur ».

Pour les nuisances, un relèvement de certains prix qui, actuellement, ne tiennent pas compte des effets externes aurait un rôle dissuasif et pourrait alimenter des fonds d'amélioration du cadre de vie.

Mais ces nouvelles règles du jeu passent largement par le travail législatif et font appel à une concertation internationale, en particulier, européenne.

2. La deuxième condition de la mise en œuvre d'une politique de « nouvelle croissance » passe par l'élaboration et l'adoption de **plans à moyen terme de conversion**.

Ces plans qui fixeront des objectifs, dégageront des règles du jeu comme celles qui précèdent et lanceront des expérimentations en vraie grandeur. Ils permettront, si possible dans un cadre international, de prendre des virages normaux. La reconversion des économies, en fonction de l'environnement ou de la qualité de la vie, sera une œuvre de longue haleine. Il n'y a pas d'automatisme de la nouvelle croissance. Elle ne se fait pas en un jour et les virages

ne se font pas, comme Charlot les prenait quelquefois, à 90°, dans les rues américaines. D'ailleurs, si la prospérité n'arrive pas au coin de la rue, l'environnement de qualité non plus.

Mais, avec des programmes de nouvelle croissance bien élaborés, des virages successifs peuvent être pris. Ainsi, la perspective de création d'emplois dits « qualitatifs » passe par des mesures autres que celles qui portent strictement sur le stade terminal de la production ; elles demandent de l'imagination sans doute, mais aussi du temps pour mettre en route de nouveaux mécanismes de sociétés. Ce qui n'est pas facile du jour au lendemain. Les auteurs du rapport Gruson qui, en France, il y a deux ans, ont réouvert la problématique du « gaspillage » se sont bien rendus compte qu'à partir des idées lancées, il fallait un certain temps de réponse.

Ainsi conçue par mutations successives, la « requalification » de l'économie désarmera les opposants. Evidemment, dans une société, quelques décideurs vivent d'une croissance « sauvage » mais ils ne sont pas très nombreux. Ils deviennent encore moins nombreux, ces responsables du quantitatif, qui n'admettent pas une révision de la croissance, si on fait en sorte que cette révision de la croissance se réalise suffisamment à l'avance et dans un contexte multinational convenable. Selon l'embranchement que l'on développera entre croissance et environnement, selon la manière dont on la mettra en œuvre, la reconversion sera réussie ou sera bloquée.

A partir du moment où quelque chose demande trente ans, cela veut dire qu'il ne faut pas attendre trente ans pour s'en occuper. Nous sommes opposés fondamentalement à une conception du futurologue qui consisterait uniquement à définir ce que sera l'avenir dans trente ans. L'avenir, c'est ce qui se passe entre maintenant et trente ans : il sera notamment fonction des actions qui sont menées pour transformer cet avenir, si possible plus rapidement. On ne vit pas que de « surlendemain », on vit d'aujourd'hui et l'on se nourrit de l'obstination des actions de qualité de vie qu'il faudra mener pendant trente ans. C'est cela la prospective : elle est mutation ou transition.

Parmi les scénarios à prendre en compte figurent, à mon avis, ceux que l'on n'étudie pas assez : les scénarios de transition. (Alors que l'on donne trop de poids aux scénarios exogènes, aux scénarios normatifs, aux scénarios logiques).

La nouvelle croissance est bien l'addition de plusieurs composantes et d'une dérivée vers l'avenir. Car rien, en ce domaine, ne se fait en un jour. On a parlé de « guerre de 30 ans » pour les batailles de l'environnement.

3. La troisième condition de la mise en œuvre de la nouvelle croissance est d'être lancée dans un souci de **nouvel ordre économique mondial**.

Ce souci planétaire n'a pas à attendre, les bras croisés, les solutions mondialistes. Il peut se réaliser, de proche en proche, par des Nord-Sud de voisinage ou par des solidarités éco-régionales. Elles ont, ici, nom d'Europe et de Méditerranée.

Au niveau planétaire des concepts de politique économique et des rapports internationaux, les jalons d'une mutation en profondeur sont nombreux et significatifs : Club de Rome, réunion de Founex, Conférence de Stockholm, déclaration de Cocoyoc.

Mais il reste, au delà des réunions ou des résolutions, que la mise en œuvre d'actions internationales n'est pas chose facile et l'on en mesure la difficulté, depuis 30 ans, pour les océans « res nullius » du monde.

Le chemin le plus réaliste passe par des communautés de voisinage et par le jumelage de l'effort conceptuel et de l'action.

Le « Plan Bleu » qui vient de se décider au début de l'année, sera-t-il l'occasion pour les 17 Etats méditerranéens d'un Nord-Sud de voisinage, de travailler ensemble à des exercices d'« éco-développement » en vraie grandeur ? Je l'espère.

4. La quatrième condition d'une mise en œuvre de la nouvelle croissance passe par un **nouveau regard sur les institutions**. En face de la complexité des systèmes et des équilibres, une part croissante doit être faite à ce que l'on appelle « la gestion décentralisée des milieux humains ou naturels ». Les collectivités locales et les organisations de citoyens, ensemble, mieux insérées dans la réalité géographique et écologique, ont des atouts presque certains dans l'avenir des structures sociales et, à certaines conditions, dans le partage des pouvoirs et des responsabilités (il faut notamment éviter les « effets de lisière »). Mais il faut faire leur place à des institutions nouvelles comme les agences de l'eau, les parcs naturels, le conservatoire du littoral qui « collent à la peau des milieux ». Peut-être demain assistera-t-on aussi à une nouvelle structuration des entreprises trop découpées en fonction des objets produits ?

Cette décentralisation implique, elle-même, que soient entreprises des actions dans deux directions :

— la formation : on sous-estime aujourd'hui l'importance de cette condition : celle d'avoir dans les institutions spécialisées ou polyvalentes et, au-delà, dans la citoyenneté de base, des hommes conscients et avertis, c'est-à-dire des partenaires ;

— les accords du type, « accords de branche » ou « de groupe » passés entre l'industrie et l'Etat, pour une période de temps de quelques années permettant d'introduire de nouvelles règles du jeu par des virages qui sont économiquement tolérables et financièrement possibles. Le système contractuel avec horizon à moyen et long terme est un outil essentiel pour les secteurs d'activité mais aussi pour les relations Etat-collectivités locales.

5. La cinquième condition pour la mise en œuvre de la « nouvelle croissance » concerne les Pouvoirs Publics. Où qu'ils soient et quels que soient la nature des décideurs de leurs pays, elle consiste à **réduire les contradictions inévitables entre les exigences immédiates et celles du futur et, notamment, du futur à long terme**. Une société ne vit pas que de surlendemain, nous l'avons dit, mais elle ne peut pas non plus sous-estimer, avec crainte et espoir, les règles du relais de génération. Les conflits entre les choix pour aujourd'hui et les choix pour demain doivent être arbitrés et d'abord expliqués.

La tentation est toujours grande de sacrifier, d'abord, les dépenses afférentes à l'environnement, ou, en d'autres mots, d'hypothéquer l'avenir au nom d'un gain immédiat. Le respect de l'environnement et le « ménagement des ressources » découlent d'un postulat éthique — la solidarité diachronique avec les générations futures.

Cette solidarité ne veut pas dire que les anciens imposent aux plus jeunes une qualité de vie définie par eux. Ce que voudront ces derniers, sera leur affaire, à leur tour. L'important, l'essentiel pour nous, c'est de ne pas leur léguer l'irréversible et de leur laisser la liberté de choisir entre le maximum de futurs possibles. Ne pavons pas l'avenir de monuments indestructibles, pas plus que de bonnes intentions. Les générations à venir doivent pouvoir se tailler « sur mesure » et ne pas enfilier, contraints, notre prêt à porter...

Il ne nous appartient pas de définir ce que les enfants voudront ; ils devront, eux-mêmes, se faire leur propre définition de la qualité de la société en fonction du moment où ils vivront ; il ne faut pas qu'ils puissent nous dire, comme Musset l'a dit, en 1834 : « Nos villes ne sont que des restes, nous nous ne visons que des décombres des sociétés passées. Nous n'avons pas été capables d'imprimer aux villes la marque de notre temps ».

Cela ne veut pas dire, bien au contraire, que nous n'ayons pas des responsabilités actives à l'égard du monde de demain.

La vraie solidarité de génération que nous devons, c'est de léguer le milieu de vie le plus intact et le plus vivant possible : un océan, de l'air pur, de l'eau, des milieux naturels.